



ALMA MATER STUDIORUM
UNIVERSITÀ DI BOLOGNA

ARCHIVIO ISTITUZIONALE
DELLA RICERCA

Alma Mater Studiorum Università di Bologna Archivio istituzionale della ricerca

Duration and catastrophe. Temporality regimes and ecological conflicts in the age of environmental globalization

This is the final peer-reviewed author's accepted manuscript (postprint) of the following publication:

Published Version:

Tassinari Carlo Andrea (2020). Duration and catastrophe. Temporality regimes and ecological conflicts in the age of environmental globalization. VS, 49(2), 255-274 [10.14649/99088].

Availability:

This version is available at: <https://hdl.handle.net/11585/946414> since: 2023-10-26

Published:

DOI: <http://doi.org/10.14649/99088>

Terms of use:

Some rights reserved. The terms and conditions for the reuse of this version of the manuscript are specified in the publishing policy. For all terms of use and more information see the publisher's website.

This item was downloaded from IRIS Università di Bologna (<https://cris.unibo.it/>).
When citing, please refer to the published version.

(Article begins on next page)

Carlo Andrea Tassinari

Durée et catastrophe. Régimes temporels et conflits écologiques à l'heure de la globalisation de l'environnement

Abstract: Elaborating from anthropology of nature and semiotic of culture, the work aims to illustrate that every ecological crisis is also a temporality crisis. In order to do so, it compares different visions of future – and, therefore, of the present of the enunciator – that shape international environmental crisis between '60 and '70. The first, insisting on risks, comes from Massachusetts Institute of Technology, advising about the *Limits to Growth*; the second, insisting on risk normalization, comes from UN first Earth Summit; both discourses are registered in reports published in 1972 and read worldwide. The analysis shows that while the MIT report successfully points the temporality crisis represented by the synchronization of geo-history and human-history, and values the present of the enunciator as a crossroad between catastrophe and salvation, it fails to build new values for the future of a “society of equilibrium”. At the same time, the Earth Summit Report denies the incompatibility between growth and environment, fails to build the present as a time of choice and invests all his drive on the future as a time of hope. That shows, in conclusion, that the search for a narrative which articulates an effective timeline for imagining human and non-human prosperity is a crucial asset for political ecology.

Keywords: Political Ecology, Temporality Crisis, Limits to Growth, Earth Summit, Sustainable development

Introduction

La littérature écologiste est désormais un genre marqué par des *topoi* bien établis. L'un d'entre eux est ladite « prise de conscience ». Ce lieu commun repose sur l'idée d'une rupture temporelle et cognitive qui séparerait, d'une part, un passé d'insouciance, voire d'ignorance, et d'autre part un futur réflexif et averti à l'égard des risques écologiques. La « prise de conscience » suggère en somme que les tensions environnementales pourraient facilement se résoudre si les détenteurs de pouvoir politique prenaient enfin au sérieux le discours scientifique. D'après l'historien Jean-Baptiste Fressoz, cette conviction accompagne toute l'histoire industrielle et fait partie des mécanismes de la « déshinhibition moderne » vis-à-vis de la dévastation des écosystèmes. Dans sa reconstruction, Fressoz montre en effet que l'environnement a toujours fait l'objet d'un discours public, et que ce discours articulait systématiquement « deux temps » : le temps du risque et celui de sa normalisation (cf. Fressoz 2013 : 122).

Les « deux temps » évoqués par Fressoz relèvent de manières différentes – et, parfois, concurrentes – de construire un récit partagé à propos du futur, foyer d'effets passionnels et temporels contrastés. L'espoir d'une amélioration indéfinie de la condition humaine se mêle à l'appel à la prudence, à la responsabilité, à la précaution, allant jusqu'à l'évocation d'état de terreur et d'anxiété. Loin de l'interprétation téléologique selon laquelle l'âge de la prise de conscience marque la fin d'un passé révolu où l'environnement n'est pas considéré, la construction sociosémiotique du risque et la préfiguration corrélatrice du salut ont toujours polarisé un champ sémantique marqué par le conflit.

L'enjeu de cette bataille autour des définitions est saisi par la notion de régimes sémiotiques de la temporalités : l'ensemble de logiques, de répertoires, et d'opérations culturelles qui modifient la structure de nos schémas de perception du temps, lui attribuent des valorisations variables et projettent dans une perspective historique les relations entre société et environnement.

Notre étude porte sur les conflits de temporalités sous-jacents au discours sur les risques environnementaux à l'échelle globale qui prennent forme au cours du XX^e siècle au tournant des années '60 et '70. Elle focalise sur deux objets déterminants dans la formation du discours des Sommets de la Terre : le rapport *Les limites de la croissance*, connu aussi comme *Rapport Meadows*, publié en 1972, et la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, qui s'est tenue à Stockholm la même année. En effet, si la place de l'environnement en société a toujours posé problème, elle n'avait jamais atteint l'échelle planétaire qu'elle acquiert dans cette période. Comme le documente Fressoz, les tensions environnementales qu'il étudie au niveau national et régional ont toujours été atténuées par le recours à un *ailleurs* sur lequel les décharger : les ouvriers, les colonies, les esclaves, les campagnes ; dans les années 1970, la planète entière commence à donner des signaux qu'il n'y a plus d'ailleurs où décharger les tensions entre environnement et développement industriel.

Nous commencerons par mettre en lumière l'articulation entre écologie et expérience du temps grâce à l'apport de l'anthropologie de la nature (Descola 2005, Jullien 1996), et notamment grâce à Bruno Latour (1991, 1999, 2014, 2017), qui nous apprend que toute les crises écologiques ne sont pas des crises « de la nature », mais des catégories que nous utilisons pour organiser notre cosmologie, y compris les catégories de la temporalité ; cela nous permettra d'articuler la notion de « cosmologie » avec la réflexion sémiotique sur les régimes de la temporalité. Ensuite, nous analyserons la manifestation d'une crise de régime de temporalité dans le discours scientifique du Massachusetts Institute of Technology. Par l'intégration du risque d'effondrement économique dans la téléologie de la croissance, le MIT modifie le régime temporel dans laquelle le « développement » avait permis à l'occident de se représenter dans l'histoire. Enfin, nous montrerons comment le Sommet de Stockholm entame une procédure de normalisation et d'extériorisation du risque et de réhabilitation du régime temporel du « progrès » par, d'une part, un déni sélectif des thèses du MIT et, d'autre part, une représentation édénique du processus historique du développement.

1. Les crises écologiques comme crises de temporalité

D'après les anthropologues, notre perception de la nature relève d'une catégorisation qui divise notre univers en deux : d'une part, le monde « naturel », ordre premier, dominé par des lois inaltérables de causalité ; d'autre part, le monde « humain », ordre second, construit expressément pour échapper à la contrainte du premier. C'est ce que Philippe Descola (2005) nomme « cosmologie naturaliste » et que Bruno Latour (1991, 1999, 2014, 2017) reconnaît comme trait distinctif de la

sensibilité moderne. Cette division entre nature et culture avait déjà été relevée par Claude Lévi-Strauss et placée par Algirdas Julien Greimas parmi les grandes oppositions structurant notre univers collectif (cf. Greimas et Courtés 1979 : 77, 250, 356). C'est suivant cette opposition que les sociétés, au moins nos sociétés, opèrent la distinction fondamentale des acteurs en « êtres » et « choses ».

Sans doute, cette répartition n'est pas universellement partagée. Descola (2005) analyse minutieusement des cosmologies alternatives, notamment chez les populations amazoniennes. François Jullien (1996) et Augustin Berque (2001) montrent comment la Grèce ancienne ou le confucianisme mettent en place une cosmologie toute différente, fondée sur une « nature-processus » qui investit tout autant le monde humain que non-humain (Pignier 2017). Or, en prolongeant sa réflexion dans le cadre de la cosmologie naturaliste, Bruno Latour (1991) relève une homologation entre la catégorie cosmologique nature/culture et les catégories dont nous nous servons pour agencer des successions temporelles et pour nous situer à l'intérieur « du temps qui passe ». Les configurations discursives condensées dans des lexèmes comme « progrès » et « développement » illustrent bien cette articulation, les deux décrivant une progression vers un but identifié dans la plupart de cas à un état de séparation et de maîtrise de la nature et de la culture, par opposition à un passé obscur où les groupes humains confondent science, politique et superstition, dans un mélange malencontreux de nature et société.

[le] passé, c'était la confusion des choses et des hommes, l'avenir, ce qui ne les confondra plus. La modernisation consiste à toujours sortir d'un âge obscur qui mélangeait les besoins de la société avec la vérité scientifique, pour entrer dans un âge nouveau qui distinguera enfin clairement ce qui appartient à la nature intemporelle et ce qui vient des humains. [...] Le présent se dessine par une suite de coupures radicales, les révolutions, qui forment autant de cliquets irréversibles pour nous empêcher de revenir en arrière. [...] C'est sur [cette ligne] que les modernes vont [...] tracer [...] deux séries de progression, l'une vers le haut, le progrès, l'autre vers le bas, la décadence (Latour 1991 : 97).

Ces considérations entrent en résonance avec des études sémiotiques sur la temporalité que nous mettrons en parallèle avec la perspective socio-anthropologique. Selon Bertrand et Fontanille (2006 : 2-6), notamment, les régimes ontologiques de la nature et de la culture s'associent à deux manières correspondantes d'interpréter le passage du temps : le « régime de l'existence » et le « régime de l'expérience »¹. Le temps de l'existence est celui de la pure chronologie, de la succession nécessaire des événements naturels. Impossible d'y localiser un point de vue qui en altère les valeurs,

¹ Ces régimes étant des constructions sémiotiques elles n'ont pas pour nous, et contrairement à la position de Fontanille (2015), un statut ontologique et épistémologique particulier : il s'agit tout simplement de deux habitudes interprétatives qui définissent une sensibilité moderne vis-à-vis de la temporalité, des manières par lesquelles l'on se raconte en se situant dans l'histoire.

dévie la suite des évènements, et détermine une fracture entre le passé et le futur. Le second régime est celui de l'histoire humaine. Projeté sur la chronologie naturelle, il y localise des discontinuités et des acteurs (Greimas et Courtés 1979 : 216-217), des points de vue et des valeurs, de focalisations alternées et révocables ; en somme, tous les soubresauts de l'expérience subjective. L'histoire passionnée des sujets se superpose sur la chronologie inaltérable des objets².

Or la modernité se reconnaît à une troisième forme de temporalité qui combine les deux précédentes : un « tiers-temps social » (Bertrand et Fontanille 2006 : *ivi*) qui exploite la tension moderniste entre nature et culture pour construire une histoire humaine regorgeant de points de vue contradictoires mais universelle comme la chronologie naturelle. Ce régime définit le temps et son passage selon la succession des actions et des passions humaines, et définit l'espace, dégradé au rang de simple décor des vicissitudes humaines, comme lieu d'interaction de processus « naturels » subissant passivement la présence de l'humanité.

Cette configuration impose au sujet une forme particulière de ce que Fontanille (2015) nomme « navigation temporelle »: pour aller de l'avant, il doit rompre avec le passé, neutraliser toutes ses traces dans le présent, rien ne conserver de lui que sous la forme inoffensive de l'archaïsme. « Les modernes ont pour particularité de comprendre le temps qui passe comme s'il abolissait réellement le passé derrière lui. [...] Puisque tout ce qui passe est éliminé à jamais, les modernes ont en effet le sentiment d'une flèche irréversible du temps, d'une capitalisation, d'un progrès » (Latour 1991 : 93). Ainsi, dans la temporalité du progrès, seulement le présent a des conséquences déterminantes ; et seulement la prévision de l'avenir donne au sujet l'emprise sur son histoire. Le passé, lui, il est impuissant, il est tout simplement ce qui mène au présent. À l'intérieur de ce modèle, le futur joue un rôle clé : c'est lui le réservoir du possible, celui qui définit, par son image, la manière dont les modernes changent à travers le temps.

L'hypothèse de l'Anthropocène (Crutzen et Stoermer 2000, Crutzen 2002) met à mal cette configuration temporelle en rabattant la chronologie naturelle sur l'histoire humaine (Latour 2014). À croire aux théoriciens de l'Anthropocène, les humains sont devenus en moins de deux siècles le principaux agents géo-atmosphérique de la planète. Ils inaugurent une scansion temporelle marquée par une hausse inouïe de CO₂, par l'appauvrissement de la couche d'ozone, par l'émergence de strates géologiques en plastiques, par une baisse de biodiversité sans précédent. Les *libertés* que les humains

² Comme dans le cas précédent, ce régime temporel, le « régime de l'expérience », est lui aussi une construction idéologique qui sépare le discours des « droits de l'homme » de la praxis énonciative qui en rend possible la déclaration. Les contours des « libertés » sont stabilisés par des choix technologiques (l'automobile, les centrales nucléaires, les engrais chimiques), par l'immobilisation des capitaux (dans l'industrie chimique et manufacturière), par la construction d'infrastructures (les grands pipelines, les réseaux de transports), par les dépendances énergétiques (du charbon, du gaz, du pétrole, de l'électricité ; cf. Fressoz 2012 ou Mitchell 2011). Chacun de ces objets peut déployer sa propre durée, sa propre chronologie, son propre rythme : ce n'est qu'à condition de les effacer et les homogénéiser qu'on réduit ces relations à simple décor des expériences humaines.

prenaient vis-à-vis de leur environnement – qui, justement, n'était que ce qui environne les protagonistes de l'histoire – change dans une multitude de formes de *dépendance*. D'où la *manifestation des crises écologiques comme crises de temporalité* : la rupture entre nature et culture sur laquelle se fonde la configuration temporelle de la modernité perd de pertinence ; et les valeurs temporelles qu'elles déployait – un passé obscur, un présent assuré, un futur radieux – perdent leurs principaux repères. Voici donc notre hypothèse de départ : à chaque fois qu'une crise écologique met à mal l'opposition nature/culture, notre manière de penser l'histoire, de reconstruire le passé et d'imaginer le futur entrent en crise. C'est précisément ce qui se passe dans la malencontreuse année 1972, lorsque l'environnement devient pour la première fois une image cybernétique dans les grands calculateurs du MIT...

2. Les limites de la croissance ou « les diagrammes passionnés »

En 1968, le Club de Rome, *think tank* qui vient d'être fondé par l'industriel Aurelio Peccei, commissionne à une équipe du Massachusetts Institute of Technology un rapport sur les limitations à la croissance économique dans le cadre du projet *Predicament of Mankind* (Meadows *et al.* 1972 : 9-12). En 1969, l'Assemblée générale des Nations Unies consacre sa XXIII^e session au rapport entre environnement et développement. Tandis que l'équipe du MIT charge sur l'un des premiers simulateurs numériques ses données, l'Assemblée générale de l'ONU discute de projets de déclaration et de feuille de route jusqu'à sa XXVI^e session. Ainsi, dans l'hiver 1971, les brouillons d'une « Déclaration sur l'environnement » et d'un « Plan d'action » sont remis à un Comité en charge de stabiliser les textes pour les soumettre à une conférence mondiale prévue pour l'année suivante (ONU, 1971 : 70-71). Entretemps le calculateur du MIT mouline données sur données et, dans l'été de la même année, l'équipe de recherche présente pour la première fois ses résultats à Rio de Janeiro et à Moscou. Ces histoires parallèles culminent en 1972, à la veille du choc pétrolier, par la publication en février du rapport *The Limits to Growth* et par la *Conférence des Nations Unies sur l'environnement* (« humain », précise la version anglaise du rapport) qui se tiendra du 5 au 16 juin à Stockholm (ONU, 1973)³. Par la suite, cette conférence sera rappelée comme le premier « Sommet de la Terre ». Un regard comparatif sur le rapport du MIT et sur le rapport de la Conférence permet de mettre en lumière deux visions concurrentes du changement social plongeant leurs racines dans deux régimes de temporalité en conflit.

Dans *The Limits to Growth* (Meadows *et al.* 1972), le récit du changement s'exprime en grande partie par des dispositifs iconiques (cf. Dondero et Fontanille 2012). Le rapport s'appuie principalement sur deux types de diagramme : le diagramme cartésien, qui visualise le profil évolutif

³ Pour un historique de la préparation de la Conférence, cf. Kiss et Sicault, 1972.

d'une valeur selon l'intensité (augmentation/stagnation/diminution) et l'étendue temporelle ; et le diagramme de flux, qui visualise les mécanismes de rétroaction reliant entre elles différentes variables.

Le premier chapitre explique que le profil évolutif des valeurs considérées (population, production alimentaire, industrialisation, pollution, consommation des ressources non-renouvelables) présente un rythme exponentiel, que le diagramme cartésien exprime par une courbe asymptotique (par opposition à la progression linéaire exprimée par ligne droite). C'est surtout sur ces tendances que les chapitres suivants focalisent. C'est pourquoi les diagrammes cartésiens (dominent le texte : 44 figures sur les 48 indexées au début du rapport concernent ce type de visualisation. Voici deux exemples (fig. 1) : à gauche, un diagramme cartésien (Meadows *et al.* 1972 : 40) visualisant la divarication entre les taux de croissance des nations riches et des nations pauvres (ordonnée) entre le XIX^e et le XX^e siècle (abscisse) ; à droite, le détail d'une autre image (Meadows *et al.* 1972 : 50) montrant l'augmentation des besoins en terres arables en relation à la diminution concomitante de leur disponibilité (ordonnée, en hectares) au cours du XX^e et du XXI^e siècle (abscisse).

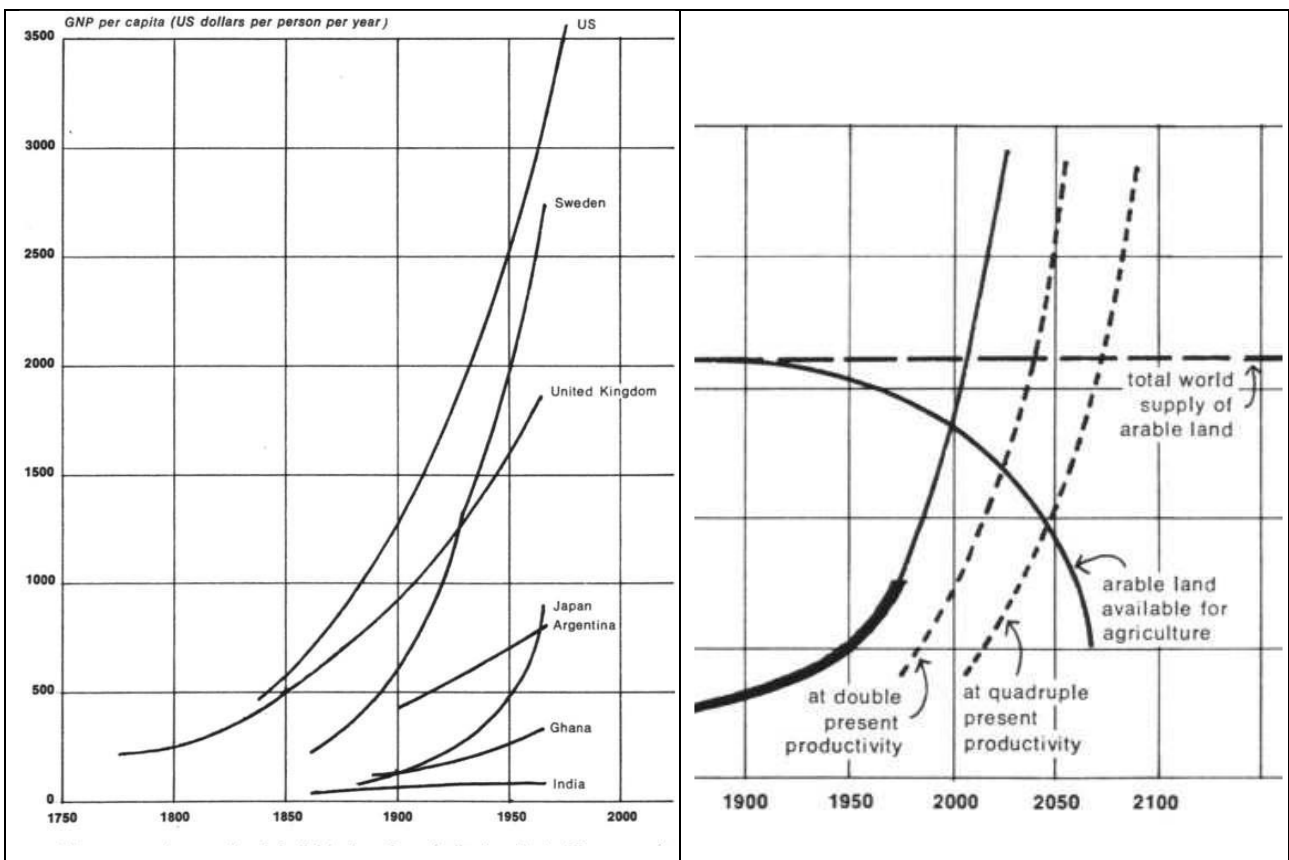


Fig. 1 : Diagrammes cartésiens.

De leur côté, les diagrammes de flux n'expriment pas des valeurs extensives comme le temps ou l'espace, mais des interactions et, éventuellement, leur effet d'intensification (+) ou d'atténuation (-). Voici un diagramme de flux (fig. 2) visualisant les interactions entre « population et capital industriel » médiatisées par « le capital agricole, les terres cultivées et la population » (Meadows *et al.* 1972 : 97). Comme l'expliquent les auteurs, « chaque flèche indique une relation causale immédiate ou retardée, grande ou petite, positive ou négative selon les assomptions incluses dans la modélisation » (Meadows *et al.* 1972 : *ibidem*).

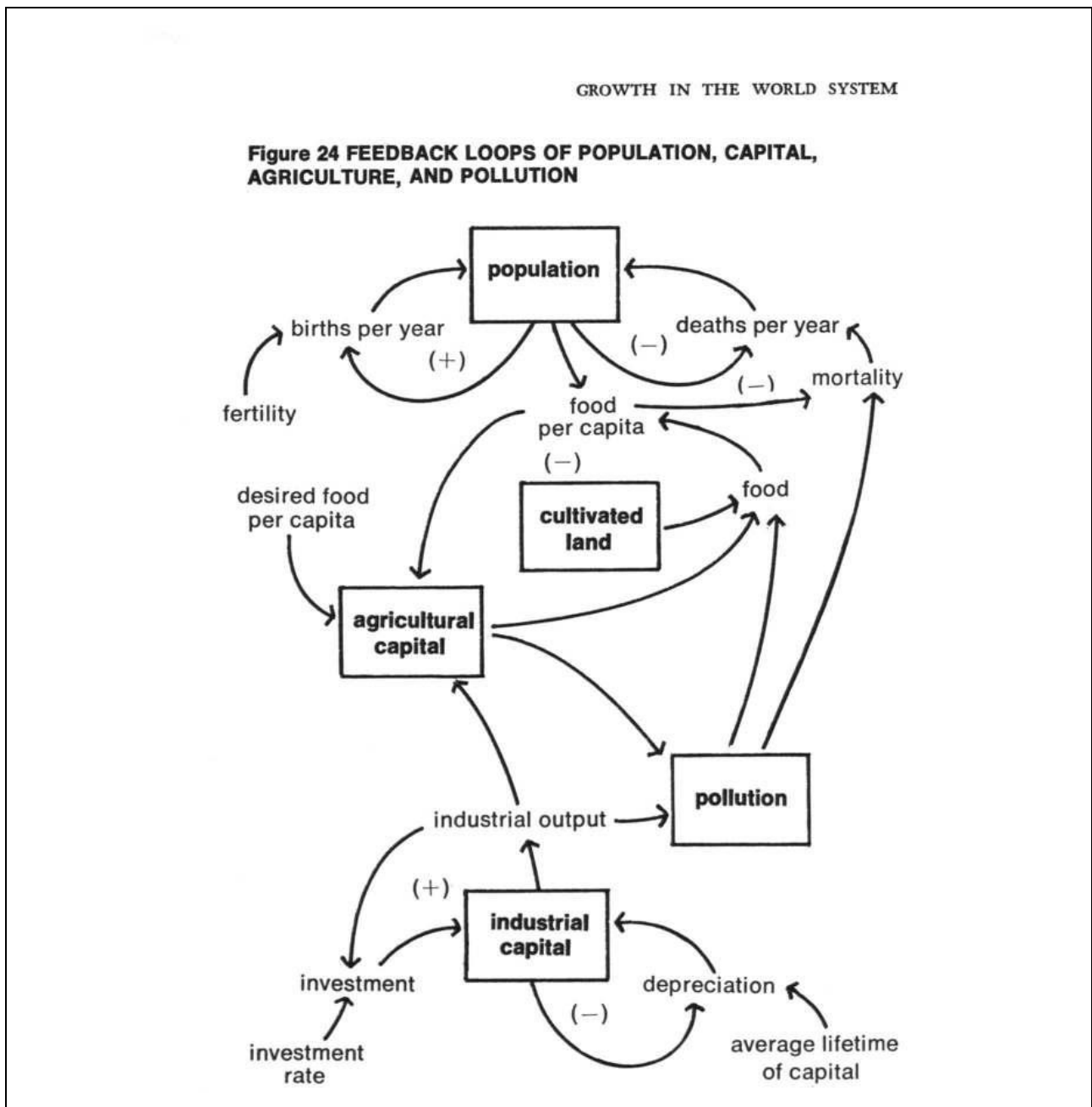
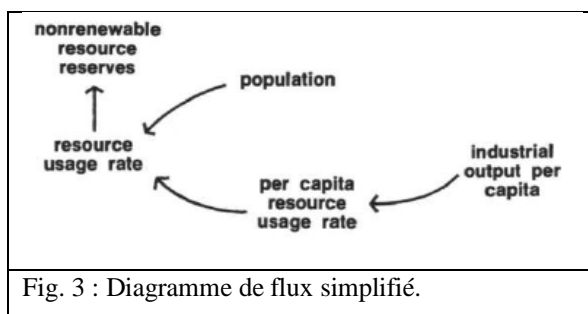


Fig. 2 : Diagramme de flux visualisant les boucles de rétroactions entre capital industriel et population.

Par exemple, considérons le diagramme de flux simplifié de la fig. 3 (Meadows *et al.* 1972 : 107). Celui-ci visualise la production industrielle sur la consommation des ressources pro capita, qui

affecte à son tour, avec les variations de population, la pression sur les ressources naturelles et, donc, sur les stocks des ressources non renouvelables.



Qu'il s'agisse de diagrammes cartésiens ou de diagrammes de flux, tous représentent graphiquement une chaîne d'acteurs agissant pour ou contre la croissance économique. Si le récit est toujours le même, l'alternance entre les deux types de diagramme relève toutefois de choix diégétiques. Contrairement aux diagrammes de flux, qui représentent des interactions et focalisent donc sur le faire des acteurs, les diagrammes cartésiens focalisent les valeurs poursuivies par les « nations » (par ex. : « consommation d'engrais », « population humaine », « épargne », « production industrielle », « ingestion de calories », « production de nourriture », « terres arables disponibles »). Si l'on s'interroge sur la valeur narrative de ces objets, on s'aperçoit que, par-delà leur diversité figurative, ils sont tous des objets de valeur modale. En effet, la variation de la disponibilité de terre arables, de l'épargne, ou de la nourriture sont autant de manifestations de la modalité du pouvoir, définissant les capacités d'action de la nation vis-à-vis de la maîtrise de son projet de croissance économique. Du point de vue narratif, les récits des diagrammes sont donc à considérer comme des modulations d'énoncés d'état qui rendent compte du rapport variable du sujet « nation » avec sa propre compétence modale. Ils décrivent la « valeur d'efficacité » (cf. Dondero et Fontanille 2012 : 213-219) de l'actant-nation dans sa lutte pour la croissance économique, contre les limites environnementales.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ces images dégagent des puissants effets passionnels. En effet, leur message est fortement dramatisé. D'abord sur le plan de l'énonciation : en tant que membre des nations, voire décideurs et représentants, les lecteurs participent d'une totalité dont l'« essence » est au moins en partie réfléchi dans les courbes. Ils observent alors impuissant l'évolution de leur propre être, à la merci du pouvoir prédictif du calculateur et du pouvoir interprétatif de l'équipe du MIT : en synchrétisme avec le sujet de l'énoncé visuel, l'énonciataire se trouve exproprié de son faire et soumis au devoir-être exprimé par les projections du diagramme. En effet, la direction des courbes raconte une histoire où les sujets sont destinés à dé-modalisation paralysante et inéluctable. La forme asymptotique de la courbe nous parle en effet d'un rapport de force complètement déséquilibré entre le sujet et l'anti-sujet : plus le sujet s'acharne à renforcer ses

capacités productives, plus l'anti-sujet, ici pris en charge par les « limites environnementales », répond par une technique de jiu-jitsu écologique qu'est l'effet de rétroaction, et plie les conditions de subsistance de l'humanité de manière unilatérale et défavorable.

Or l'élément-clé de la dramatisation de récits-diagramme réside certainement dans la dimension temporelle. En effet, l'énonciateur se trouve localisé dans l'énoncé du diagramme par le repère de l'année 1970, date très proche de la publication du rapport. Projeté dans cette chronologie qui identifie un point à proximité de l'extrémité droite de l'axe avec son présent, l'énonciataire est invité à une angoissante focalisation prospective, qui lui montre comment tout espoir d'accumulation de pouvoir s'effondre brutalement à l'horizon temporel de l'année 2100. Dans cette perspective, le futur n'est pas aspectualisé du point de vue inchoatif, comme début de l'avenir, mais terminatif, comme fin du présent. Au-delà de cette fin, il n'y a plus la maîtrise de la nature, mais un destin catastrophique imposée par des limites planétaires. Le modèle temporel par lequel on pensait l'histoire des peuples, le développement, doit donc mettre à jour sa configuration sémantique : le processus qu'il décrit contient en lui-même sa propre fin. Ce qui préoccupe les auteurs du rapport est donc le constat d'une brutale synchronisation entre le temps social et le temps naturel, qui imposera à la temporalité distensive de la croissance économique la temporalité rétensive de la limite environnementale.

La construction d'un énonciateur impuissant et inscrit dans une temporalité catastrophiste sert un but stratégique qui dépasse la visée référentielle du discours scientifique (Latour et Fabbrri 1977) : l'énonciataire du message prend en effet le rôle actif unissant savoir-être et devoir-faire, que nous identifierons aujourd'hui au rôle thématique du « lanceur d'alerte », et propose une réflexion sur le futur de la société. Ainsi, après avoir mis le lecteur dans un état de perte virtuel par les prédictions des chapitres 2, 3 et 4, à la fin de ce dernier chapitre et tout au long du cinquième, les « voix » des auteurs du rapport complètent le programme de manipulation par deux mouvements successifs.

Le premier consiste à vaincre les résistances cognitives des destinataires à propos de la crédibilité du message. L'enjeu est double : il s'agit, d'une part, de persuader les lecteurs, qui ne sont pas nécessairement des scientifiques, que les prévisions catastrophiques ne sont pas à mettre sur le compte d'un génie malveillant et, d'autre part, de prévenir la contre-argumentation selon laquelle l'imminence des risques pourraient être repoussé grâce à des solutions technologiques. L'énonciateur du rapport se qualifie comme sujet compétent selon la modalité passionnelle de la « confiance » (il se sait-savoir) et la modalité épistémique de la « certitude » (le devoir-être de ses prévisions) :

En cas de doute, nous avons essayé d'être le plus optimiste possible dans l'estimation de quantités inconnues, et nous avons aussi ignoré des événements discontinus tels que les guerres ou les épidémies qui pourraient accélérer la fin de la croissance par rapport aux prévisions de notre modèle. Autrement dit, le modèle

est biaisé dans le sens de surestimer la continuation de la croissance par rapport à la réalité. Nous pouvons donc affirmer en toute confiance que, à défaut d'un changement majeur dans le système actuel, la croissance démographique et industrielle s'arrêtera certainement, au plus tard, avant la fin du prochain centenaire. (Meadows *et al.* 1972 : 126, notre traduction).

Le second mouvement de manipulation consiste à ne pas laisser l'énonciataire dans un état d'impuissance totale qui le paralyserait complètement. Après lui avoir fait sentir la peur d'un futur inéluctable *more grometrico demonstratum*, le rapport Meadows se tourne vers le présent :

L'humanité possède, pour un bref moment de l'histoire, la plus puissante combinaison de savoir, d'instruments et de ressources qu'elle a jamais eu. Elle a tout ce qu'il est physiquement nécessaire pour donner une forme totalement nouvelle à la société humaine, construite pour durer au fil des générations. Les deux ingrédients manquants sont un objectif réaliste et à long terme qui peut guider l'humanité vers la société de l'équilibre et la volonté d'atteindre cet objectif (Meadows *et al.* 1972 : 183-184, notre traduction).

Ce type de discours marque un changement de temporalité important. Tout d'abord, le présent n'est plus assuré, comme dans la flèche du temps qui attirait inéluctablement la modernisation vers le futur. Il s'agit en revanche d'un temps incertain, ambiguë, transformé en « connecteur d'isotopies » de type « subséquent », qui implique « la nécessité d'une rétrolecture » (Greimas et Courtés 1979 : 62) : s'il mène d'une part au thème de l'effondrement, il mène aussi, à condition de considérer les ressources cognitives à disposition du sujet, à celui du salut. En conséquence, le futur se dédouble. D'une part la décroissance forcée, de l'autre la « une société de l'équilibre » choisie. Si ce futur imaginé *en vue de savoir* est prospectif, le futur imaginé *en vue de faire* est rétrospectif : on regarde au présent comme au passé de ce qui pourrait advenir. Cette sorte de « futur antérieur » vise ce que l'énonciataire peut, sait et veut faire pour construire un avenir euphorique qui substitue à la valeur de la croissance la valeur de « l'équilibre ». Ce passage ne s'opère pas tant sur le plan axiologique quant sur celui temporel. Du moment que « décider de ne rien faire c'est décider d'augmenter le risque d'effondrement » (Meadows *et al.* 1972 : 183, notre traduction), la décision de conserver les ressources sert simplement pour éviter une catastrophe annoncée.

En somme, le rapport du MIT fait état du rattrapage du futur distensif de la croissance économique par le futur rétensif de ressources naturelles en voie de raréfaction. Or, la perspective de l'équilibre cependant ne met pas en question le cadre idéologique productiviste qui oppose croissance et décroissance économique, ni propose des valeurs alternatives pour imaginer un nouveau futur commun ; il se contente de constater que la croissance indéfinie étant impossible il est souhaitable de jouer d'avance une solution de non-croissance qu'il appelle « société de l'équilibre ». Aucun parcours

narratif alternatif n'est déployé. En effet, la « société de l'équilibre » n'est pas une « société », mais la solution d'un problème mathématique qui ne sort pas du cadre de ses prémisses. Comment combler les manques et les vides sémantiques laissés par ce discours ?

3. La conférence de Stockholm : un discours anxyolitique

Le rapport de la Conférence de Stockholm (ONU 1973) est composé de 83 pages et divisé en trois parties (plus les annexes) : 1) « Décisions prises par la Conférence » (p. 3-40) ; 2) « Historique » (p. 41-46) ; 3) « Délibérations de la Conférence » (p. 47-74). Les parties plus intéressantes pour nous sont la première et la troisième. En effet, la première contient les cinq grandes résolutions de Stockholm (la Déclaration sur l'environnement, le Plan d'action, l'institution d'une Journée mondiale de l'environnement, la résolution sur les essais d'armes nucléaires et la Convocation d'une deuxième Conférence des Nations Unies sur l'environnement). La troisième contient un « Résumé succinct de la discussion générale » et les « Décisions sur les rapports des commissions du groupe de travail de la Déclaration sur l'environnement », deux textes qui permettent de réintroduire, au moins en partie, les tensions que les résolutions tendent à gommer. En effet, le dispositif du rapport fonctionne lui-même comme un méta-discours sur les discours de la conférence valorisant la construction d'un acteur collectif : il met à la première place le résultat consensuel des décisions et à la dernière les controverses de la délibération (quoiqu'il en soit très synthétisées). Une remarque similaire pourrait être formulée à propos de la deuxième partie, qui reconstruit les décisions onusiennes ayant conduit à la conférence faisant preuve d'une certaine autoréférentialité : le rapport mentionne uniquement les décisions des organes principaux des Nations Unies et le travail du Comité préparatoire de la Conférence, sans mentionner diverses commissions régionales qui, aussi sous la pression des mouvements écologistes naissants, avaient déjà traité de la question environnementale (cf. Kiss et Sicault 1973 : 609). La cohésion textuelle du rapport témoigne dans l'ensemble de la volonté de l'énonciateur de gommer la tension inhérente à son identité actorielle, oscillant entre l'homogénéité de la totalité intégrale et l'hétérogénéité d'un collectif composé par des parties hétérogènes.

Or, en passant du discours *sur* la conférence au discours *de* la conférence, on s'aperçoit que les problèmes de l'environnement soulevés par les nations posent sans cesse le problème du rapport à l'histoire, évoqué par l'association récurrente entre les termes « environnement » et « développement ». Depuis la Seconde Guerre mondiale, le terme « développement » est employé dans le cadre des relations internationales (surtout par la Banque mondiale, organe indépendant des Nations Unies, ainsi que par le PNUD, organe subsidiaire du Conseil économique et social) pour classer les acteurs internationaux sur la base d'indicateurs tels que la croissance du PIB, la technologisation, les indices sanitaires, l'évolution démographique (Cussò 2000). Il remplace le

terme *civilisation*, dont il hérite l'idée de processus « continu » et « cumulatif » de « polissage » des mœurs qui régit l'action régulatrice des administrations policières (Benveniste 1966 : 336-349), mais il hérite également du domaine de la biologie, où il est originellement employé, les traits de l'« irréversibilité » et de la « spontanéité » (Rist 2001 : 47). D'où la naturalisation du développement dans le rapport de Stockholm et l'impossibilité de déclarer son incompatibilité avec les objectifs de protection de l'environnement :

De nombreux orateurs ont estimé, comme le Secrétaire général de la Conférence, que *rien ne justifiait un conflit entre les notions de développement et d'environnement*, que l'appui donné à une action en faveur de l'environnement, ne devrait pas servir de prétexte pour freiner le développement, et *qu'il était nécessaire d'accroître l'aide au développement en tenant dûment compte des facteurs d'environnement*. Les orateurs se sont aussi accordés à reconnaître que la doctrine de la « croissance zéro » était absolument inacceptable (ONU 1973 : 50, nous soulignons)

Le rapport de contradiction (« conflit ») entre les termes est ici reformulé dans les termes d'une relation de type concessif (« en tenant dûment compte ») qui, sans affirmer d'emblée la nécessité de la valeur de la croissance, nie la possibilité de son absence. Si *Les limites de la croissance* imagine le futur comme passage d'un profil de croissance à un profil d'équilibre, la Conférence cherche « une conception commune [...] en vue de conserver l'environnement » en partant de l'impossibilité d'accepter la croissance zéro et par le vœu d'une croissance « modérée ». Le doigté de cette reformulation consiste à repousser à l'extérieur du processus du développement la tendance à la catastrophe que *Les limites à la croissance* avait transformé dans un destin immanent à notre manière d'imaginer le futur. Le développement peut à nouveau s'identifier au cours de l'histoire et reprendre sa place comme paramètre universel de l'évolution des pays. Sa structure est tellement primaire que, dans quelques passages emblématiques de la déclaration (et des comptes rendus) problèmes d'environnement et problèmes de développement signifient la même chose, qui varie évidemment selon « l'état » de développement :

Dans les pays en voie de développement, la plupart des problèmes de l'environnement sont causés par le sous-développement. Des millions d'hommes continuent à vivre bien au-dessus des niveaux les plus bas compatibles avec une vie humaine décente, privé du nécessaire en ce qui concerne l'alimentation, l'éducation, la santé, l'hygiène. En conséquence, les pays en voie de développement doivent orienter leurs efforts vers le développement. Dans les pays industrialisés, les problèmes de l'environnement sont généralement liés à l'industrialisation et au développement des techniques. Dans le même but, les pays industrialisés doivent s'efforcer de réduire leur écart entre eux et les pays en voie de développement (ONU 1973 : 3).

Un tel glissement de sens permet de réhabiliter toute une série de ressources imaginatives qui semblaient perdues. Prenons seulement deux cas : l'aspiration à la richesse et la technophilie. Tandis que l'idée d'un état d'équilibre lancé par les *Limites de la croissance* s'appuie sur l'impossibilité de la réduction de l'écart entre les pays, qui irait au contraire s'agrandissant (fig. 1), la déclaration réintroduit l'aspiration des pays pauvres à devenir riche en faisant comme si l'environnement n'existait pour eux que comme condition de pauvreté dont, par ailleurs, le développement lui-même n'est pas responsable. L'idée est d'ailleurs reprise et développée dans les principes 9, 10 et 11, affirmant que les tensions environnementales, surtout dans les pays sous-développés, peuvent être réglé par des politiques économiques d'intégration dans le marché. D'autre part, le mythe technophile est réhabilité dans le principe 17 de la déclaration : « Il convient de recourir à la science et à la technique, dans le cadre de leur contribution au développement économique et social, pour déceler, éviter ou limiter les dangers qui menacent l'environnement et résoudre les problèmes qu'il pose, et de manière générale pour le bien de l'humanité » (ONU 1973 : 5).

Mais l'effet principal de la Conférence n'est pas le renouveau de ce vieux répertoire de motif. C'est en effet la mise en place d'une infrastructure administrative qui, au lieu de neutraliser le risque par un revirement stratégique, l'inscrit dans un processus de normalisation. Tel est en effet l'objectif du plan d'action et de ses 108 recommandations : construire un parcours narratif du risque (cf. Deni et Gisclard 2018) dont on peut sommairement reconstruire quatre syntagmes : 1) l'institution de sujets compétent selon le savoir et le pouvoir (« mesures de soutien ») 2) chargés de vigiler sur l'émergence de nouveaux risque (« plan vigie »), 3) d'évaluer et quantifier les risques connus (« plan vigie »), 4) et de planifier le développement à partir des objectifs de préservations (« mesures de gestion de l'environnement »). Le rapport lui-même pourvoie une schématisation rudimentaire de ce micro-récit (fig. 3) (ONU, 1973 : 7).

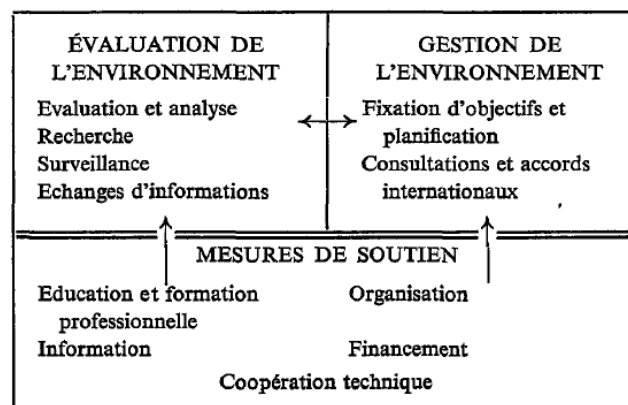


Fig. 3 : Schéma du Plan d'action de Stockholm.

Or le risque qu'il s'agit désormais de contenir n'est pas l'effondrement écologique et économique, mais celui d'exclure des partenaires potentiel du jeu de la concurrence. Particulièrement emblématique en ce sens la recommandation 103 du Plan d'action :

Tous les États participant à la conférence acceptent de ne pas invoquer leur souci de protéger l'environnement comme *prétexte pour appliquer une politique commerciale discriminatoire ou réduire l'accès à leur marché*, et admettent la nécessité de ne pas faire supporter directement ou indirectement aux pays en voie de développement la charge que représente la politique d'environnement des pays développés ; en règle générale aucun pays ne devrait porter préjudice à d'autres pays du fait de ses problèmes d'environnement, *soit qu'il les résolve, soit qu'il les néglige* (ONU 1973 : 30, nous soulignons).

Derrière son apparente ouverture, cette configuration temporelle maintient l'asymétrie entre pays développés et pays en développement : les pays développés, qui auraient dû être les premiers voire les seuls destinataires d'un discours concernant la consommation des ressources, deviennent au contraire les sujets plus compétents pour mettre en place la stratégie de dépollution grâce à leur capital économique et écologique. Curieusement, les précautions qui entourent l'adoption d'une politique environnementale portent bien davantage sur la déresponsabilisation des pays en voie de développement que sur la responsabilisation des pays développés. Les textes ne font que concéder des libertés à ceux qui, de toute façon, ne peuvent être tenus pour historiquement responsables de la pollution, tout en proclamant une liberté généralisée de disposer de ses propres ressources.

Si aucune définition explicite de développement durable n'est donnée lors de la Conférence de Stockholm, la stratégie d'articulation de ses valeurs est au contraire déjà bien visible : il s'agit d'une stratégie de type concessif, graduel, qui ne remet pas en cause la séparation entre intérêt anthropique, identifié à la croissance, et nécessités écologiques, identifiées à la non-pollution, mais qui re-thématise la nécessité de la croissance en affirmant *un modèle de croissance d'autant plus grande, pourtant, sans pollution* (Krieg-Planque 2010). Une croissance qui dure indéfiniment par opposition à un scénario catastrophiste qui met en cause ses finalités primaires. Il s'agit, comme le souligne Bertrand, d'une idéologie basée sur des valeurs temporelles, et plus spécifiquement aspectuelles, qui intime de choisir entre un présent qui dure infiniment et un futur qui termine inexorablement :

Le durable comporte une double projection vers l'avenir, par son sémantisme temporel d'une part, par la modalité projective du /pouvoir-être/ d'autre part. Il y a là un trait d'insistance qui produit un effet de contre-discours, presque sur le mode d'une antiphrase : le durable cherche à conjurer ce qui le nie, et du même coup fait apparaître sa face négative. Il est contre-argumentatif. Il se dresse

comme l'opposant d'un événement qui menace, et que, du même coup, il actualise. Dans le jeu des intensités qui se conjuguent, l'événement conjuré est polarisé à l'extrême : c'est la catastrophe (Bertrand 2018 : 8).

Cette catastrophe actuelle reste cependant toujours irréaliste au moment où les pays continuent à se donner la liberté d'exploitation de ressources : comme s'il était impossible de concevoir en même temps l'inaccompli du processus du développement et la multitude de *tipping points* qui marquent sur le mode terminatif ses effets sur l'écosystème. Ainsi, le développement dépollué des catastrophes prend l'allure, à la limite du politique et du religieux, d'un discours utopique. Au fond, dit le préambule de la déclaration, il suffit d'un peu d'adresse et de bonne volonté pour que le pouvoir de l'humanité apporte « à tous les peuples les bienfaits du développement et la possibilité d'améliorer la qualité de la vie ». Le choix de la vertu dédommage ainsi les acteurs de la responsabilité de penser à nouveaux frais des manières de nouer les rapports entre humains et non-humains, en se contentant de relancer le mythe du progrès, soutenu par une foi inébranlable dans la technologie.

Conclusion

Dans ce travail nous avons voulu comparer deux récits, l'un anxiogène, l'autre anxiolytique, qui ont contribué à la formation d'une réflexion sur le futur à travers l'émergence internationale de la question environnementale. Le ressort narratif des deux récits est le *manque* éprouvé par la communauté internationale vis-à-vis de valeurs temporelles, notamment à propos de l'absence possible d'un futur radieux, en transformant ces récits en mythes projectifs dystopiques ; il est aussi important de noter que, dans les deux cas, les catastrophes annoncées ne concernent pas la planète en tant que telle, mais l'effondrement d'un ordre économique mondial.

Malgré ces convergences, les représentations de l'anti-sujet menaçant et les solutions envisagées apparaissent antithétiques : alors que le MIT indique dans la croissance économique la cause du scénario catastrophiste sans pourtant indiquer des valeurs alternatives pour la construction d'un futur partagé, le discours du Sommet de la Terre distingue entre deux formes de croissance, dont seulement le *business as usual* et ses « effets secondaires » conduisent à la catastrophe, (ONU, 1973 : 32), tandis que l'autre, néanmoins fondé sur la même configuration de valeurs temporelles, permettrait au contraire de préserver le stock de ressources environnementales.

L'analyse sémiotique semble donc confirmer l'hypothèse de « politique-fiction » proposée par Latour à propos de la « désinhibition moderne » : au début de la globalisation de l'environnement opérée par le numérique, tout se passe comme si l'avertissement du MIT avait été reçu « cinq sur cinq » par les représentants onusiens, surtout des pays riches, « assez éclairé pour enregistrer l'alerte », mais pas assez pour en tirer publiquement toutes les conséquences (Latour 2017 : 29). En

effet, pourquoi continuer à miser sur l'idée d'une évolution *progressive* de valeur ayant vocation à devenir *stationnaire*, sinon pour sauvegarder l'imaginaire économique lié à la croissance ? Pour mettre en place d'autres politiques pour l'avenir, la seule solution paraît dans cet imaginaire des valeurs non économiques qui, par la multiplication des dimensions d'analyse, réorienteraient la flèche du temps vers la définition de nouvelles priorités.

Bibliographie

AYKUTT, S. ET DAHAN, A.

2016 *Gouverner le climat ? 20 ans de négociations internationales*, Paris, Les Presses de Sciences Po.

BENVENISTE, É.

1966 *Problèmes de linguistique général 1*, Paris, Gallimard.

BERTRAND, D.

2018 « Le durable. Les enjeux sémiotiques de l'aspectualité » dans A. Zinna et I. Darrault-Harris (éd.), *Formes de vie et modes d'existence « durables »*, coll. « Actes », Toulouse, Éditions CAMS/O, p. 3-23.

BERQUE, A.

2001 *Écoumène. Introduction à l'étude des milieux*, Paris, Belin.

BERTRAND D. ET FONTANILLE, J.

2006 *Régimes sémiotiques de la temporalité*, Paris, Presses Universitaires de France.

CRUTZEN, P. J.

2002 « Geology of Mankind », *Nature*, Vol. 415, n° 23, disponible sur : <https://doi.org/10.1038/415023a>.

CRUTZEN, P. J. ET STOERMER, E. F.

2000 « The 'Anthropocene' », *IGBP Newsletter*, n° 41, p. 17-18, disponible sur : <http://www.igbp.net/download/18.316f18321323470177580001401/1376383088452/NL41.pdf>.

CUSSO', R.

2000 « La démographie dans le modèle de développement de la Banque mondiale : entre l'étude scientifique, le contrôle de population et les politiques néolibérales » dans H. Le Bras (éd.), *L'Invention des populations. Biologie, idéologie et politique*, Paris, Odile Jacob, p. 141-161.

DENI, M. ET GISCLARD, B.

2018 « Le design dans la gestion de la communication du risque : apports sémiotiques », Alessandro Zinna et Ivan Darrault-Harris (éd.) *Formes de vie et modes d'existence « durables »*, coll. « Actes », Toulouse, Éditions CAMS/O, p. 67-91.

DESCOLA, P.

2005 *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard.

DONDERO M. G. ET FONTANILLE, J.

2012 *Des images à problème. Le sens du visuel à l'épreuve de l'image scientifique*, Limoges, Presses Universitaires de Limoges.

FONTANILLE, J.

2015 *Formes de vie*, Liège, Presses Universitaires de Liège.

FRESSOZ, J.-B.,

2012 *L'apocalypse joyeuse. Une histoire du risque technologique*, Paris, Seuil.

2013 « Biopouvoir et désinhibitions modernes : la fabrication du consentement technologique au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, vol. 60-4/4 bis, no. 4, 2013, p. 122-138.

GREIMAS, A. J. ET COURTÉS, J.

1979 *Sémiotique. Dictionnaire raisonné de la théorie du langage*, Paris, Hachette.

JULLIEN, F.

1996 *Traité de l'efficacité*, Paris, Grasset.

KISS, A. C. ET SICAULT, J.-D.

1972 « La Conférence des Nations Unies sur l'environnement (Stockholm, 5/16 juin 1972) », *Annuaire français de droit international*, Vol. 18, 1972, p. 603-628.

KRIEG-PLANQUE, A.

2010 « La formule 'développement durable' : un opérateur de neutralisation de la conflictualité », *Langage et Société*, n° 134, p. 5-29.

LATOURE, B.

1991 *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La Découverte.

1999 *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte.

2012 *Enquête sur les modes d'existence. Une anthropologie des modernes*, Paris, La Découverte.

2014 « L'Anthropocène et la destruction de l'image du globe », dans É. Hache (éd.), *De l'univers clos au monde infini*, Paris, Éditions du Dehors, p. 27-54.

2017 *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, Paris, La Découverte.

LATOURE, B. ET FABBRI, P.

1977 « La rhétorique de la science. Pouvoir et devoir dans un article de science exacte » dans *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 13, février 1977. *L'économie des biens symboliques*, p. 81-95.

MEADOWS, D. H., MEADOWS, D. L., RANDERS, J., BERHENS III, W. W.

1972 *The Limits to Growth*, New York, Universe Book.

MITCHELL, T.

2011 *Carbon Democracy. Political Power in the Age of Oil* (1^{re} éd. Française 2013).

ONU

1973 *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement*, New York, Publications des Nations Unies, A/CONF/.48/14/Rev.1

PIGNIER, N.

2017 *Le Design et le Vivant. Cultures, agricultures et milieux paysagers*, Saint-Denis, Éditions
Connaissances et Savoirs.

RIST, G.

2001 *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Les Presses de Sciences Po.